



Compte rendu de la mobilisation du 16 septembre dans le 35

Le lundi 16 septembre, les personnels des Finances publiques se sont massivement mobilisés pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la Direction Générale des Finances publiques (DGFIP) et pour exiger un renforcement du service public fiscal, financier et foncier.

Les taux de grève atteignent des niveaux inégalés depuis le conflit social de 2000 (grève dans les ex-directions générales des impôts et de la comptabilité publique). Cela confirme ainsi la forte mobilisation des personnels qui ont répondu à l'appel de l'intersyndicale DGFIP. Les taux relevés font notamment apparaître : 78,95 % dans le Lot, 71% dans le Finistère (grève reconduite aujourd'hui), 66,5 % dans le Morbihan (grève reconduite aujourd'hui), 65,55 % dans le Gard, 60 % dans l'Orne et la Manche ou encore 56,4 % dans le Cantal. D'autres départements ne sont pas en reste : 51 % dans la Loire, 42 % dans l'Hérault, 41,68 % en Loire-Atlantique.

Au plan départemental :

Résultats de la grève dans le département : 33,46%

À noter : 10 trésoreries fermées, 60% de chefs des trésoreries en grève, 36,88% globalement dans les trésoreries, SIP-SIE-CDIF et PRS 40,63 %, Brigades BCR, PCE PCRIP ICE 44%.

4 SIE, 5 SIP , 10 trésoreries fermées

À St Malo, le centre est resté fermé et les collègues présents sont restés faire un pique-nique devant, il a été entièrement « décoré ».

À Rennes, à partir de 8 h 30, 80 agents se sont réunis devant le CFP de Magenta qui est resté fermé toute la journée du fait de la grève.

À Fougères, les collègues ont fait signer des pétitions aux usagers.

Les représentants de l'intersyndicale ont fait état des diffusions de tracts et signatures de pétitions sur les marchés dont les communes voient leur trésorerie fermer et de la mobilisation en cours des élus du département contre ces fermetures (délibérations, manifestation d'élus, notamment à Bain de Bretagne samedi 14 septembre).

Ensuite, il a été décidé comme convenu en AG, d'aller interpellier le directeur à la Cité administrative, les agents se sont donc rendus à la Direction en scandant les slogans suivants :

"les suppressions d'emplois, on n'en veut pas ! les trésoreries qui ferment, on n'en veut pas ! les fusions de service, on n'en veut pas ! la casse du statut, on n'en veut pas !

RETRAIT ! RETRAIT ! DU PLAN DARMANIN !"

Le directeur a reçu avec ses adjoints l'ensemble des agents présents dans la grande salle de la Cité et au travers d'échanges peu fructueux, il a dévoilé les contours de son plan de géographie revisitée version 2, c'est-à-dire un plan aménagé à la marge pour justifier la prétendue

concertation :

- maintien d'un service de gestion comptable (SGC) sur le sud du département (Bain de Bretagne ou Guichen) et la création éventuelle d'un SGC annexe à Retiers
- maintien de 4 SIE sur le département : 2 à Rennes, 1 à Saint Malo et 1 à Vitré
- création d'un SDIF bicéphale avec deux antennes à Rennes et Saint Malo
- mise en place progressive d'une vingtaine de maisons France services (14 en 2020 et 20 au total en 2021), mais sans précisions sur leur contenu et affectation possible d'agentes et agents des Finances publiques. Cependant la concertation avec les élu·es et les élus se poursuit, car le rejet du projet est particulièrement fort dans les zones rurales et l'inquiétude réelle du Préfet sur un regain possible du mouvement des gilets jaunes.

L'Intersyndicale avait demandé une audience auprès de la Préfète, un message a été reçu le matin précisant que l'intersyndicale pouvait être reçue à 11h.

Les agents ont donc rejoint la Préfecture en manifestation sous escorte de la Police, en continuant à chanter les slogans. Une délégation des 4 OS a été reçue par le directeur de cabinet de la Préfète. Il a pris note de nos revendications et a confirmé que le schéma départemental des services publics serait directement en lien avec l'expérimentation de 20 Maisons France Service qui s'implanteraient dans le département à partir de 2020, leur lieu d'implantation est en cours de discussions.

De nouvelles interpellations d'élus et d'élues vont avoir lieu dans les jours qui viennent. Après les conseillers départementaux le 5 septembre et certains maires ruraux la semaine dernière, une rencontre avec les sénateurs se tiendra le 23 septembre et un député le 7 octobre.

Après le Compte Rendu de la délégation devant la Préfecture, les agents sont revenus au Centre des Finances Publiques de Magenta en manifestation avec les mêmes slogans et la même escorte.

Ce matin, une AG a eu lieu devant le CFP de Rennes Magenta à 8h30 pour faire le bilan du 16 et discuter des suites. L'intersyndicale CGT – Solidaires – CFDT – FO de la DRFiP 35 appelle les agents de Rennes à se réunir de nouveau en AG jeudi 19 septembre à 13 h 15 devant le Centre des Finances publiques de Magenta, afin de faire le point collectivement sur la situation revendicative au vu des éléments d'appréciation qui nous seront remontés des autres départements et de l'inter-syndicale nationale DGFIP qui a lieu aujourd'hui .

**RDV A RENNES JEUDI 19 SEPTEMBRE A 13 H 15 DEVANT LE CENTRE DES FINANCES
PUBLIQUES DE MAGENTA**

Rennes, le 17 septembre 2019

POUR



**L'OUVERTURE DE VÉRITABLES NÉGOCIATIONS
L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**

L'ARRÊT DES RESTRUCTURATIONS

**AUGMENTATION
DES RÉMUNÉRATIONS**

LE RETRAIT DU PLAN "GÉOGRAPHIE REVISITÉE"

NON A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

